

priorité à l'économie

«Assez de politique ! Il faut maintenant que le gouvernement cesse de dépenser son énergie, son temps, et les ressources du pays à des manœuvres qui n'intéressent qu'une très petite partie de la population, en oubliant que l'essentiel c'est le développement économique », nous dit un chef d'entreprise cambodgien.

«La politique, ce n'est pas une fin en soi. Les politiques doivent être conscients qu'ils sont au service du pays, que leur rôle est de permettre, de faciliter les activités du secteur privé, paysans, commerçants, artisans, entreprises de toutes sortes, activités créatrices d'emplois et de richesse.

«Les querelles politiques ont infligé un brutal coup de frein à une économie qui commençait à peine à démarrer. Voilà des années perdues. La priorité maintenant, c'est de laisser le secteur privé travailler. La guerre qu'il faut mener maintenant, c'est celle du développement et du niveau de vie.

« Il faut mettre de l'ordre dans la maison, faire vraiment ce que l'on a choisi, c'est à dire le libéralisme et l'économie de marché, qui impliquent le respect de certaines règles du jeu. Sinon, on va décourager les amis dont on a un besoin vital, et aller à la catastrophe.

«Actuellement, on est dans un système mixte : une partie du Cambodge travaille selon des critères internationaux et attire les investisseurs sérieux. Un autre Cambodge politico-financier reste dans l'ombre et les dissuade de venir.

«Il faut que l'homme fort du Cambodge, Hun Sen, montre maintenant qu'il est un homme d'Etat».
C.N.

entretien

OK SEREI SOPHEAK

conseiller du co-Ministre de l'Intérieur SAR KHENG

le PPC, le FUNCINPEC, les élections ...

De graves querelles au sein du PPC ? Voilà des années qu'on en parle, cela ressurgit à intervalles ... peut-être de plus en plus rapprochés. Le fait est qu'il y a des divergences de vue au PPC, tout le monde en est d'accord, à commencer par les dirigeants du parti.

C'est que l'on s'engage dans une société plus ouverte, on pratique davantage la liberté d'expression. On s'engage dans la démocratie, on prépare les élections. Et au parti lui-même, on voit à chaque congrès un débat vraiment démocratique, les autres partis n'ont vraiment rien à redire ! Et tout à coup on parle de divergences, on s'inquiète ... Mais il faut réaliser que le PPC d'aujourd'hui n'est plus le même qu'avant. Il a adopté dans sa ligne politique une réorientation vers un processus plus ouvert, vers un débat démocratique au sein du parti.

A chaque réunion du comité central, bi-mensuelle, on voit des débats de plus en plus ouverts, entre gens qui osent s'exprimer, et je crois qu'il faut s'en féliciter. Non seulement le PPC, mais le pays en profite.

Pour moi c'est un signe des progrès d'un parti monolithique, qui voit ses faiblesses, ses défauts, et cela constitue sa force, sinon actuelle, du moins future. Ce qui arrive, cette crise de croissance, c'est la suite tout à fait logique de la décision prise d'engager le parti dans un processus démocratique. Ces divergences sont très saines, il ne

faut pas les dramatiser. Dans tous les partis il y a des gens qui freinent, des gens qui veulent retourner en arrière, des gens qui veulent aller vite, ... Ces derniers jours les ennemis du PPC en ont profité pour répandre des rumeurs, certaines à dormir debout ! Mais y

Certains le qualifient de naïf. Mais il aime jouer franc-jeu. Il dit que si le parti décide de jouer le jeu démocratique, il faut le faire sans réserve. Si on ne suit pas la ligne démocratique décidée, alors c'est une hypocrisie dans les hautes sphères de l'Etat, et on le paiera un jour ou l'autre.

Puisqu'on a décidé de faire des élections, qu'on le dit à tout le monde, il faut le faire à fond - et il faut apprendre. C'est pourquoi il a été en Australie, en Allemagne, en France, pour voir dans ces pays ce qui est bon pour le pays.

Lui-même s'impose une discipline démocratique, avec son entourage : il est très accessible. Il a vraiment changé depuis les années 80, il le reconnaît lui-même.

Un dictateur, Hun Sen ? Mais alors il n'y aurait pas ce débat interne dont nous parlons, pas de divergences, et pas de rumeurs. Il y a des divergences et il y aura des élections. La mission principale de M. Sar Kheng actuellement est de préparer les élections.

la préparation des élections

Les deux projets de loi -sur les Partis et sur les Elections- sont entre les mains des commissions de l'Assemblée nationale. On entend beaucoup de critiques.

Je peux défier qui que ce soit de me dire quelles raisons les dirigeants auraient de faire le contraire de ce qu'ils ont promis, organiser les élections, quelles preuves ont ces critiques d'en

(Suite page 2)

- Des divergences au PPC, oui.
- Des rivalités, non.
- Des rumeurs à dormir debout !
- Le débat sur la commission électorale : bon signe

a-t'il des affrontements ? Non. Des divergences, oui.

En revanche ce qui est inquiétant c'est que dans les organes même qui ont de la sympathie pour le PPC ont vu des articles acides, qui critiquent tel ou tel dirigeant ... je crois que c'est une erreur, que le PPC doit savoir pratiquer ce débat en toute confiance, sans complexe, sans chercher à peindre le visage des uns et des autres de rouge, de bleu, de blanc, ...

Hun Sen / Sar Kheng toujours

On évoque toujours un différend éventuel entre Sar Kheng et Hun Sen. Mais je peux vous affirmer que Sar Kheng n'a jamais parlé de défier l'autorité du second Premier ministre, parlé de lui-même comme pouvant faire ceci ou cela, jamais. Il ne se pose absolument pas en rival. Tous les articles qui ont été publiés là-dessus, je peux vous affirmer que c'est faux. M. Sar Kheng c'est quelqu'un de sincère, de franc et de direct.

A l'intérieur

interview Ok Serei Sopheak
l'aide internationale (suite)
Royal Air Cambodge
hévéaculture

pp. 1 - 2 - 8
p. 3
p. 4
p. 4

exportations GSP p. 5
conjuncture p. 6 - 7
finances publiques p. 7
médias p. 8

(Suite de la page 1)

douter. Absolument aucune. Ces élections sont préparées sincèrement, le mieux possible, je le sais bien puisque je m'en occupe entièrement depuis deux ans.

M. Hun Sen n'a jamais dévié de ce qu'il a dit, les élections auront lieu. Il n'a fait qu'une concession : la date initiale était le mois de novembre, mais comme le Funcinpec voulait interpréter la Constitution autrement, il a accepté de les faire en mai.

le débat sur la commission électorale

Qu'est ce qui cloche ?

Le texte d'origine du projet de loi présenté par le ministère de l'Intérieur au Conseil des ministres préconise, c'est le centre du débat, une commission nationale électorale qui a une autorité autonome, indépendante, pour gérer les élections. Elle a le pouvoir de légiférer à travers des règlements, des procédures, le choix des membres de la commission nationale et de la commission provinciale, un budget autonome voté par l'Assemblée nationale, une immunité parlementaire pour ses membres. Et une existence au-delà des élections pour, par exemple, actualiser les listes électorales.

Le Comité interministériel a proposé une série de changements que le Conseil des ministres a adopté. Car les critiques ont dit que l'indépendance de la commission était plus que très «rongée». La «société civile» a fait des protestations, des recommandations, les pays donateurs ont fait savoir que «l'argent de nos contribuables ne peut pas être dépensé si le texte reste tel quel».

On pourrait dire qu'il s'agit de «pressions». Mais à mon avis ces critiques ont parfaitement le droit de s'exprimer. C'est comme si il s'agissait de la signature d'un contrat.

OK SEREI SOPHEAK

L'Assemblée nationale est en train d'en débattre. La Commission des lois et la Commission de sécurité (car le projet engage les forces de l'ordre) étudient le projet de loi sur les partis politiques. Tout cela est tout à fait normal. Il y a, comme promis lors du séminaire de 1995, un débat national.

Beaucoup de députés ont été approchés par des membres de la communauté des donateurs, par des ONG cambodgiennes et

à étudier les textes, à comprendre les implications de chaque article. C'est maintenant que cette assemblée pourra être grande ou très petite.

Tout récemment, j'ai été très content de voir que l'Assemblée n'est pas si soumise que ça, pas si «rubber stamp», elle a refusé de voter le gouvernement. Ne l'enterrons pas trop vite ! Accordons-lui une chance de se comporter en tant que

- pour l'Assemblée, l'occasion historique de se grandir
- les députés partis, qu'ils rentrent !
- le Funcinpec a encore, grâce au Roi, un crédit énorme

étrangères, et par des experts, qui leur expliquent quelles seraient les implications de telle ou telle disposition des lois. Tout cela se déroule actuellement, et j'y participe pour canaliser le débat et pour qu'il continue, avant la session plénière de l'Assemblée nationale qui aura lieu entre le 8 et le 10 octobre. Est-ce un problème ? Mais non ! Le peuple cambodgien, à travers la société civile, s'y intéresse et fait connaître son opinion, ce qui est vital. Ce qui se passe actuellement est très sain.

pour l'Assemblée, une circonstance historique

Ce vote va être pour l'Assemblée nationale l'occasion de devenir une institution suprême que tout le monde aura la fierté de respecter et d'admirer. Cela dépend des membres de l'Assemblée elle-même, mis devant une épreuve historique, ils auront en leur âme et conscience

telle, et en attendant notre souci doit être que le débat existe, que tous les gens aient une chance de s'exprimer. C'est du jamais vu au Cambodge.

les députés partis, qu'ils rentrent !

Pour les députés qui sont partis, ils sont toujours députés. Ils ont choisi eux-mêmes de ne plus jouer ce rôle. Pour des raisons d'inquiétude très légitimes. Mais quand on est politicien, il y a des moments cruciaux où il faut décider en tenant compte de tous les facteurs, personnels, de famille, etc ...

En tant que députés, c'est au moment des épreuves qu'il faut se décider. S'ils ne veulent plus être députés, c'est eux-mêmes qui doivent en décider. C'est pour eux un moment crucial. Je leur dis ceci : «on ne change pas un système en restant à l'extérieur». Ils ont des inquiétudes légitimes, mais 10 millions de Cambodgiens ont aussi cette

inquiétude. Et moi aussi ... mais c'est une décision politique et morale de rester à l'intérieur du pays pour faire changer les choses de l'intérieur.

C'est ici qu'est leur place, et non à Bangkok, à New York, à Paris ... Mon message, c'est «revenez, vous êtes toujours députés, saisissez la chance unique que vous avez de vous exprimer en tant que députés». Pour l'instant un homme seul, le général Thach Reng, dit ce qu'il pense, pourquoi n'y en a-t-il pas d'autres ? Lui aussi doit avoir des inquiétudes, mais il a choisi de rester ! Pourquoi pas les autres ?

Funcinpec : dialoguer pour guérir de juillet

Au Funcinpec sous le Prince Ranariddh il y avait beaucoup de mécontentements, qui ne s'exprimaient pas, qui bouillaient en dessous, jusqu'à ce que Toen Chay ose éclater. Maintenant, il y a plusieurs factions, plusieurs dirigeants, ... à eux de discuter, ils peuvent le faire, le prince n'est pas là.

Une fraction, une scission dans un parti politique ce n'est pas forcément malsain. Mais il faut dialoguer, c'est la base d'une démocratie. Mais si les factions refusent de discuter, il y a quelque chose qui ne va pas. J'aimerais personnellement voir la «société civile» inviter les dirigeants du Funcinpec à discuter librement avec le public. Que les dirigeants expliquent ce qu'ils veulent faire en ce moment capital pour le pays. Voilà qui guérirait le Funcinpec, qui semble toujours subir l'impact des événements de juillet sans pouvoir se ressaisir. Ce serait vraiment un nouveau départ.

Le Funcinpec, avec l'image du Roi, aussi puissante qu'avant, a toujours un énorme crédit pour les élections. Mais c'est à eux de faire fructifier ce crédit, de

(Suite page 8)

A PROPOS ...

l'intérêt du Funcinpec ...

L'intérêt du Funcinpec est évidemment une réconciliation entre ses trois factions : deux à Phnom Penh, les «dissidents» tendance Toen Chay, et les «non-dissidents» tendance Ung Huot, Nady Tan, ..., et une à Bangkok : ceux qui sont restés fidèles au prince Ranariddh. Les observateurs s'accordent à donner à un Funcinpec réconcilié, avec peut-

être une autre tête, de sérieuses chances aux élections. La réconciliation est aussi une chance de survie pour la faction Ranariddh qui, si elle reste à l'étranger, semble condamnée à s'étioler et disparaître.

L'alliance avec les Khmers rouges et l'option «résistance armée» est certainement une impasse.

On attend donc un congrès du Funcinpec.

... et celui du PPC ...

Mais il est aussi de l'intérêt du PPC qu'un Funcinpec réconcilié soit en compétition avec lui pour ces élections qui, sinon, ne seront guère crédibles : on dira que Hun Sen avait faussé le jeu avant la campagne en cassant le parti adverse.

C'est peut-être pour cette raison, ou parce qu'il aurait senti la communauté internationale très près de lâcher son gouvernement, que Hun Sen se fait moins

hostile au Prince Ranariddh. Il rappelle que «tant qu'il n'est pas condamné, il n'est pas coupable», que s'il est reconnu innocent, il pourra participer aux élections et qu'«il est le bienvenu au Cambodge». Selon une information non confirmée, il y aurait eu à Bangkok, dans la nuit du 4 au 5 octobre, une entrevue secrète entre Hun Sen et Ranariddh.

... et celui du Cambodge

Il est clair aussi que la poursuite

Où en est l'aide internationale ? (suite)

Attention à ne pas décourager les derniers amis riches ! C' est le message que ces amis souhaitent faire entendre au gouvernement.

FMI / Banque Mondiale

La décision du FMI de fermer son bureau de Phnom Penh est d' une grande portée, parce que ce bureau est «de plein exercice»: son responsable est un représentant direct du FMI. La fermeture a donc une signification politique forte. Elle marque le mécontentement, le «ras le bol» du FMI face à l' indifférence du gouvernement, quelles que soient ses remontrances.

La Banque Mondiale, elle, ne ferme pas son bureau de Phnom Penh. Mais ce bureau, à la diffé-

rence de celui du FMI, n' a aucune autorité politique, il a un rôle simplement administratif. Les deux choses n' ont donc pas la même signification.

En fait le FMI, qui est représenté au sein du conseil d' administration de la Banque Mondiale, est en mesure de bloquer des projets de la Banque Mondiale. Et justement, deux équipes de la Banque Mondiale sont en train d' achever deux études au Cambodge :

- l' une doit aboutir à un projet de lutte contre la pauvreté;

- l' autre à un projet de renforcement de l' Education nationale.

La position de la Banque Mondiale vis à vis du Cambodge est à peu près celle des Etats-Unis : on supprime tout ce qui n' est pas aide humanitaire. Mais même ces projets-là pourraient

être bloqués si le FMI le voulait. Comme l' a dit le représentant de la Banque Mondiale Natara-Jan, «on appréciera cas par cas».

Il n' y a pas encore de décision de la Banque Mondiale concernant l' assistance technique, on sait simplement qu' elle n' est pas arrêtée; ni concernant le fonds social.

Deux autres projets importants de la Banque Mondiale sont en suspens :

- l' un sur le renforcement de la production d' électricité, qui est finalisé;

- l' autre sur la Régie des Eaux, presque terminé.

Ces deux projets doivent en principe démarrer cette année. Tout ce que l' on peut dire est qu' il n' y a pas de décision d' arrêter. On peut penser que ce qui est déjà «dans le tuyau» devrait continuer.

Union Européenne

On en sait un peu plus :

- l' aide humanitaire sera poursuivie, à travers les ONG et à

travers ECHO (European Community Humanitarian Office);

- le programme concernant l' environnement continue;
- les programmes PASEC et PRASAC continuent;
- le programme prévu de lutte contre le SIDA devrait commencer dans les mois qui viennent;
- pour le reste, c' est à dire notamment l' aide aux institutions (experts détachés auprès des ministères, ...), on ne sait pas encore. Il faudra sans doute attendre quelques mois la réponse.

Un point important : il se pourrait que les programmes qui continuent baissent en volume. Qu' ils soient rééchelonnés.

attention au ras-le-bol

Mais peut-être plus encore que ce coup de frein donné à l' aide internationale, c' est l' état d' esprit des donateurs qu' il faut observer.

La décision du FMI a donné une grosse secousse à tous. A la confiance initiale a succédé une méfiance qui tourne maintenant à la défiance.

Il y a trop de zones d' ombres dans la gestion des finances du Cambodge, trop de circuits dérivés, trop de distance entre le discours et les intentions officiellement affichées, et la réalité.

L' état d' esprit des donateurs qui n' ont pas renoncé, c' est désormais : «au moindre signe de mauvaise volonté, notamment concernant les élections, ou s' il y avait de nouveaux actes de violence à motivations politiques, nous ferions nos valises, et adieu. Le monde ne manque pas de pays qui ont besoin d' aide et qui peut-être en feraient un meilleur usage que le Cambodge».

«Lorsque les responsables cambodgiens se réveilleront, lorsqu' ils verront l' étendue des dégâts, non seulement pour les Cambodgiens, pour le Cambodge, mais pour eux-mêmes, il sera trop tard».

tant pis ? Ou tant mieux ?

Sur les conséquences de la diminution de l' aide internationale, les avis sont très partagés, même à un haut niveau de responsabilité, entre pessimistes et optimistes.

attention, crise majeure devant !

Pour les premiers, les Etats-Unis ont pris en grippe le Cambodge de Hun Sen et dès lors, selon un schéma classique, ils vont l' isoler pour longtemps, comme ils font pour Cuba, la Libye, l' Iraq, l' Afghanistan, la Birmanie... Ils vont convaincre la Banque Asiatique de suivre le FMI et la Banque Mondiale (les USA et le Japon fournissent 25 % des finances de l' ADB), et l' ASEAN de participer à l' isolement du Cambodge. Ils ne seront contents que lorsqu' ils auront tourné l' ensemble du sud-est asiatique contre la Chine.

Les conséquences vont être une grave crise financière, économique, et sociale, quand on ne pourra plus payer les fonctionnaires et qu' avec l' inflation le niveau de vie aura chuté.

après la crise, l' embellie ?

«Il faut dédramatiser» disent au contraire les optimistes. La rupture du FMI n' est pas nouvelle. L'

attitude de la Banque Mondiale (fin, depuis décembre 1996, de l' «ajustement structurel», c' est à dire près de 100 millions de dollars au budget, sans conditions; et désormais, reprise des prêts aux projets soumise à des conditions) avec celle du FMI, va obliger le gouvernement à prendre les mesures attendues depuis longtemps concernant les revenus du bois, à mettre fin à un comportement devenu insupportable, et à gérer enfin.

Le gouvernement va devoir en attendant diminuer ses dépenses de 20 %. C' est faisable, sans toucher aux salaires ni au remboursement de la dette, mais en se serrant la ceinture.

Evidemment la croissance sera de loin inférieure aux 6 % prévus. Avec la chute du riel, il va y avoir hausse des prix, licenciements, baisse du niveau de vie, peut-être crise sociale, peut-être manipulations politiques, ... Mais on peut espérer que la leçon va porter.

Et maintenant le Cambodge a des atouts importants pour séduire les investisseurs : administration plus efficace, bonne situation géographique, main d' oeuvre pas chère : un pays tout indiqué pour tous ceux qui veulent délocaliser ou investir.

A PROPOS ...

de l'aide accordée par les donateurs bilatéraux comme multilatéraux dépend dans une assez large mesure de la bonne préparation et de la crédibilité des élections. Une réunification du Funcinpec, un positionnement plus net de ceux qui sont dans la coalition et de ceux qui s' y opposent, éclaircirait la situation, tant pour les Cambodgiens que pour la communauté internatio-

nale. C' est peut-être pourtant irréaliste, tant l' idée d' «opposition» telle qu' on l' entend en occident -disciplinée, respectueuse du gouvernement, attendant patiemment son tour-, est éloignée de la tradition cambodgienne.

«pas de procès, ou j' abandonne»

Si le gouvernement ne retirait pas ses accusations contre lui et ne garantissait pas sa sécurité et

celle de ses partisans, le Prince Ranariddh choisirait de «boycotter les élections», selon une déclaration du 2 octobre (Cambodia Daily 6.10). La question, dans cette hypothèse : combien de députés en exil, sur 19, l' imiteraient, et combien rentreraient au Cambodge. Toujours dans cette hypothèse, il serait alors moins difficile pour le Funcinpec de tenir un congrès, et de définir une stratégie pour les élections.

Comité disparu

On ne peut pas faire le reproche au Comité Mixte des Forces de Sécurité -qui réunissait de hauts responsables du PPC comme du Funcinpec dans les mois qui ont précédé juillet, pour prévenir tout «dérapage violent» (CN 73)- de n' avoir pas empêché les événements des 5-6 juillet. «Il n' avait jamais eu pour mission de remplacer le gouvernement», fait ob-

(Suite page 4)

ROYAL AIR CAMBODGE sur la voie du redressement

Depuis le 9 juillet je m'emploie à supprimer la pagaie («clean the old mess») à Royal Air Cambodge, nous dit M. Pan Chantra, président de RAC. En deux ans, on avait perdu plus de 10 millions de dollars. Encore un peu et on était en faillite. C'est en bonne voie, puisque les économies réalisées atteignent 700 000 dollars par mois. Comment ? J'ai supprimé un des deux boeing, sans abandonner aucune de nos liaisons, ce qui représente 500 000 \$ par mois, et quel-ques responsables malaisiens à hauts salaires. Aucun des 510 employés n'a été licencié.

enfin compétitive

La politique de libre concurrence ne fait pas peur à RAC, qui voit l'avenir avec optimisme : - parce qu'elle est maintenant, par rapport aux nouveaux compétiteurs, bien établie; - parce qu'étant compagnie nationale, l'aide de tous lui est assurée, elle a la préférence de tous les nationaux; Royal Air Cambodge transporte 90 % des responsables cambodgiens; - enfin parce que le personnel est bien qualifié : pilotes et co-pilotes français et malaisiens, commerciaux formés au Japon, ... tout cela donne confiance. «Remarquez, dit M. Pan Chantra, que les critiques ont cessé dans la presse. L'ambiance est bien meilleure».

Par rapport aux autres compagnies RAC est compétitive aussi parce que les salaires restent moins élevés.

la liaison Bangkok-Siem Reap

Pour l'ouverture de liaisons directes Bangkok-Siem Reap, je dois me conformer aux décisions du gouvernement. Il est difficile d'en prévoir les consé-

quences, mais il me semble que nous pouvons faire face. Si cette liaison est créée, au

lieu d'avoir 7 vols Bangkok-Phnom Penh, nous n'en aurons peut-être plus que 4, mais nous aussi nous ferons la liaison Bangkok-Siem Reap, et nous desservirons aussi Chiang Mai, par exemple.

les touristes reviennent

Les touristes vont revenir rapidement. Déjà + 45 % par rapport à juillet. Dans 3 ou 4 mois on aura retrouvé le niveau d'avant. C'est la clientèle chinoise qui augmente le plus vite. Nos deux vols par semaine sur Guangchow (Canton) sont toujours pleins.

nouvelles liaisons

Les liaisons prévues avec Kunming et Shanghai devraient commencer d'ici environ deux mois. Nous aurons alors besoin du deuxième boeing, et maintiendrons les ATR sur la liaison Bangkok.

Les liaisons avec Taïpeh, Séoul, Tokyo, ne sont pas pour bientôt. Les droits sont difficiles à obtenir, et des liaisons long courrier existent, par exemple Los Angeles - Taïpeh - Ho Chi Minh. Il faut en tenir compte.

HEVEACULTURE

Plusieurs facteurs contribuent à faire évoluer la «filiale caoutchouc» :

- l'opinion des responsables cambodgiens qui, de plus en plus, voient bien que l'organisation actuelle n'est pas tenable;

- la baisse des cours internationaux, tombés à 800/850 \$ la tonne, alors qu'il avait atteint 1800, le caoutchouc cambodgien étant toujours pénalisé de 10 à 15 % du fait qu'il n'est pas «certifié». Actuellement «tout le monde perd de l'argent», et cela fait réfléchir.

- enfin la Banque Asiatique de Développement exige que les plantations soient transformées en sociétés autonomes, et elle a donné une date-butoir.

Les plantations deviendront des sociétés responsables de leur gestion et de leurs résultats. Elles pourront emprunter, vendre leur production, elles seront contraintes à l'efficacité. Eventuellement, elles pourront vendre des parts à des partenaires extérieurs ...

La «privatisation» n'est donc pas l'objectif majeur, la «reprise» de certaines plantations par des sociétés étran-

gères n'est pas dans l'air du temps. Ce que l'on cherche, c'est à faire entrer les plantations dans l'économie de marché.

Comme une réorganisation amène des changements dans l'organigramme, que des situations acquises peuvent se trouver menacées, cette réorganisation s'élabore lentement. Mais elle est maintenant certaine.

Plusieurs points :

- on mettra l'accent sur les plantations villageoises, qui représentent une part importante de la surface plantée

- la tentation existe, surtout depuis que les plantations font moins de bénéfices, de couper les hévéas, que l'on utilise pour l'ameublement. Le bois valait, fin 1996, 220 \$ le m3 rendu Vietnam.

- les sociétés étrangères, notamment françaises, restent intéressées par l'hévéaculture cambodgienne. Il y a des changements dans ce domaine.

Terres Rouges Consultant est passé dans le domaine Bolloré. SIPH est en cours de rachat par des capitaux étrangers (avec une minorité française). Saffic-Alcan est récemment venu brièvement à Phnom Penh ...

hévéaculture janvier - 15 septembre 1997

plantations	surface saignée	stock 96	product. crêpe	export crêpe	stock	planté 97
Chup	12 739 ha	1 161 t.	8 796 t.	7 824 t.	2 133 t.	487 ha
Krek	4 203	118	2 256	2 220	155	100
Memot	6 800	551	4 395	4 311	635	204
Snuol	3 282	81	1 794	1 722	153	50
Chamkar Andong	8 740	1 017	5 229	5 940	306	109
Bangkek	6 973	171	3 428	3 423	176	91
IRCC	755	165	530	320	375	50
total	43 495	3 267	26 430	25 761	3 936	1091

Remarques : la production pour 1997 pourrait avoisiner 40 000 tonnes pour les 7 plantations recensées, résultat en progrès sur 1996.

Il existe d'autres plantations : Sihanoukville, Koh Kong, Srok Memot (familiale), Srok Krek (privatisée, à M. Kim Hap, 1 046 ha plantés depuis 1980), Tapao (1 158 ha plantés depuis 1980) dont les productions ne figurent pas dans ce tableau. La plantation de Rattanakiiri, 2 300 ha, louée à long terme à Tay Seng, ne figure pas dans ces statistiques (elle ne relève pas de la DGPH).

(source DGPH)

A PROPOS ...

server un de ses membres. «Il a fait plus même que son mandat. Mais il fallait à un moment que les deux Premiers ministres prennent eux-mêmes le taureau par les cornes, ce n'était plus de la compétence du Comité Mixte. Il a demandé un tête à tête avec les Premiers ministres pour dire que son mandat s'essouffait. Il n'y a pas eu de réponse. Le Comité a pensé alors que les

deux Premiers ministres avaient d'autres options ...

Pourquoi ce Comité n'existe plus ? C'est peut-être qu'il n'y a plus de problèmes au sein de la coalition ?».

riz : repiquage tardif

A cause des pluies tardives, la récolte de riz pourrait être assez médiocre. Dans la province de Takeo, seulement 30 % du riz a été repiqué, alors que normalement tout est repiqué fin sep-

tembre. Le riz le plus utilisé au Cambodge («indica»), est photosensible, il fleurit à date fixe. Si on le repique tardivement il n'y a pas assez de temps pour la végétation et le rendement est alors faible.

Le riz dit japonais ou «riz nain» («japonica»), n'est pas photosensible, il a un meilleur rendement (3 t/ha), mais il est très exigeant en eau et en fertilité (engrais). Il est encore peu utilisé au Cambodge.

IRCC : patience

Le décret qui fera de l'Institut de Recherche sur le Caoutchouc Cambodgien (IRCC) une entité autonome a été approuvé en Conseil des ministres le 28 août (l'IRCC pourra négocier avec les bailleurs de fonds, emprunter, ...), et il est «en cours de signature».

L'IRCC cependant n'a pour l'instant aucune ressource. Le matériel de laboratoire donné par

(Suite page 5)

Exportations GSP nouveaux records

Pour les 8 premiers mois de l'année, la valeur des produits exportés en bénéficiant du Système de Préférences Généralisé (GSP), c'est à dire de conditions douanières très favorables accordées par les pays acheteurs, a été de
162 353 397 \$

Les produits textiles (confection) constituent la plus grande part, de loin, de ces exportations :

123 376 678 \$

La valeur des produits non-textiles a atteint

38 976 819 \$

soit un peu plus du quart du total.

quintuplé en un an

La valeur moyenne, par mois, de la production de produits bénéficiant des GSP est donc pour les 8 mois 1997 de

20,2 millions de dollars.

Par semaine, en gros, 5 millions. C'est à dire que la production des «produits GSP», en valeur, a quintuplé en un an (CN n° 56 d'août 1996 : «L'effet GSP»). Août 1997, avec 28,1 millions de dollars d'exportations GSP a été particulièrement productif.

Pour les produits de confection, la production a largement triplé en un an, et la tendance, compte tenu du ralentissement de la croissance du aux événements des 5/6 juillet, est au quadruplement.

produits textiles valeurs mensuelles moyennes	
- 1er semestre 1996 :	5,5 mio \$
- 2ème sem. 1996	7,64
- 1er trim. 97	10,1
- 8 mois 97	15,3
- juillet 97	15,7
- août 97	21,4

La production de produits textiles du mois d'août, 21,4 millions de dollars, est presque deux fois supérieure, en valeur, à celle du mois de janvier (12,1). (voir tableau).

Le nombre d'entreprises exportant recensées par la cellule GSP du ministère du Commerce est de 45 pour le mois d'août, en y incluant chaussette et chapeaux. Il était de 38 en mars. Il y a de nombreux projets d'usines nouvelles.

juillet : un effet passager

On peut faire au passage deux remarques :

- la comparaison de la production mois par mois n'est pas très significative parce qu'il y a des «coups d'accordéon» dans les commandes. Ainsi la baisse signalée au premier trimestre (CN n° 71) n'a été que conjoncturelle.

- l'effet des événements des 5/6 juillet n'est pas négligeable, mais il devrait être rapidement compensé.

Deux usines ont été touchées : *Cambodia Garment* surtout, le plus important producteur du Cambodge, dont les entrepôts ont brûlé, et *June Textile*.

La production de *Cambodia Garment*, 2,71 millions de dollars en janvier, a été de 1,19 mio en juillet, et 0,26 en août.

Celle de *June Textile*, 1,3 mio en janvier, 0,02 en juillet, 0,52 en août.

L'une et l'autre ont repris leur activité, de façon encore partielle pour *Cambodia Garment*, qui déclare avoir subi une perte

tel. **Cambodge Nouveau**
012 803 410

A PROPOS ...

la France est toujours en caisse, en attendant l'assistance de techniciens français. L'actuelle évolution de la filière caoutchouc pourrait cependant contribuer à débloquer la situation.

Maestria Cambodge

Entreprise française de peinture, *Maestria* crée une joint venture au Cambodge. Son apport est de 35 %, le partenaire local apporte

65 %. L'investissement est d'environ 500 000 dollars. Il ne s'agira au début, fin 1997, que d'un atelier et de quelques dizaines d'emplois, visant à occuper quelques % du marché cambodgien de 3000t/an. Mais *Maestria Cambodge* sera la première unité de production de peinture au Cambodge.

l'argent du bois

«Il est très improbable que les exportations illégales de bois

de 26 millions de dollars par pillage et incendie.

Au total cependant, les événements de juillet n'ont pas vraiment infléchi la tendance générale, c'est à dire une très rapide croissance des «exportations GSP» : le mois d'août a battu tous les records.

Les produits non-textiles

Il s'agit de contreplaqué, de chaussures, de crevettes congelées, de marmites, ... : 38,9 millions de dollars exportés pendant les 8 premiers mois de l'année, soit une moyenne mensuelle d'environ 5 millions \$.

Avec des variations importantes : 1,5 million en juillet; 6,6 en août.

93 entreprises ... dont 55

Les statistiques du ministère du Commerce recensent 93 entreprises exportatrices sous le régime des GSP. Cependant sur ce nombre, 38 n'ont rien exporté du tout en août (et 32 en juillet). Ce sont donc 55 entreprises installées au Cambodge qui réalisent les «exportations GSP».

Pour la Confection, le ministère de l'Industrie recense 61 entreprises en juillet 97 (CN 77), dont 22 originaires de Hong Kong, 11 de Taiwan, etc ... Il s'agit des entreprises enregistrées, qui ont la licence, mais elles ne sont pas toutes en activité.

les pays acheteurs

Très largement en tête viennent maintenant les *Etats-Unis*, avec 11,1 millions de dollars d'achats de produits de confection pour le mois d'août.

Second acheteur : *la Chine*, 3,4 millions de dollars d'achat de feuilles de contre-plaqué;

La Grande Bretagne : 2,05 millions d'achats de produits de confection;

L'Allemagne : 2,00 millions, produits de confection;

France : 1,98 million de dollars,

produits de confection;
Singapour : 1,08, feuilles de contre-plaqué;
Hong Kong : 1,04, feuilles de contre-plaqué;
etc ...

Autres acheteurs importants : *le Danemark, l'Irlande, l'Italie, l'Espagne* (tous confection) ...

(précédents articles sur les «Exportations GSP» : CN n° 56 (août 1996); 71 (mai 97); 77 (août 97).

pourquoi au Cambodge ?

Ce qui motive avant tout les investisseurs dans la Confection, c'est que le Cambodge permet de tourner les quotas. C'est pourquoi la plupart des usines correspondent à des investissements chinois (Chine, Hong Kong), malaisiens, Singapouriens ...

Second motivation : le faible coût de la main d'oeuvre. Mais cet avantage est fortement diminué par son faible rendement, comme l'expliquait M. Van Su Ieng, président du GMAC (n° 71).

C'est pourquoi les droits perçus par les pays acheteurs font une grande différence. «Nous attendons très prochainement que l'Union Européenne nous autorise les «certificats formule A» qui entraînent des droits de douane nuls, nous dit M. Uch Kim Yon, directeur du département GSP au ministère du Commerce, alors que jusqu'à présent nous n'avons que le «coo normal», qui entraîne des droits de 10 à 15 % à l'entrée dans l'Union Européenne. Ces «certificats d'origine formule A» sont accordés lorsqu'on peut prouver l'origine purement cambodgienne du produit. Nous espérons les obtenir pour la période juillet 1997 - fin 1998.

«Les Etats-Unis nous ont accordé les avantages MFN, et ceux du GSP le 30 mai dernier pour plus de 6000 produits, mais excluant les produits textiles et les chaussures ...»

Cambodge Nouveau

nouveau numéro tel.

012 803 410

sur commande

la collection reliée de
Cambodge Nouveau
complète jusqu'au dernier
numéro paru, avec
l'Index le plus récent.
prix : 200 \$ reliure comprise

Conjoncture économique

Ottendait la fin septembre pour y voir plus clair. Ce que l'on voit n'est guère encourageant. Dans l'immédiat l'activité se situe de 20 à 50 % au-dessous de son niveau d'avant juillet selon les activités, avec d'importantes différences entre les entreprises. Beaucoup de baisses de salaires, beaucoup de licenciements, entre 20 et 40 000 chômeurs. La consommation, comme en témoigne une enquête du CDRI sur les marchés de Phnom Penh, est en forte baisse (-40%). Il y a une crainte générale concernant l'avenir.

On ne voit pas de reprise nette pour le proche avenir. Le tourisme ne reprendra que lentement, et pas avant 1998. Les importateurs, les investisseurs, sauf exceptions, restent dans une expectative qui risque de durer jusqu'aux élections.

Pour l'avenir plus lointain, on mesure mieux l'étendue des dégâts. Il faudra des années pour effacer l'«effet juillet 97», relancer l'image du Cambodge, redonner confiance non seulement aux touristes mais aux «vrais» investisseurs.

La tâche du gouvernement, nous disent les chefs d'entreprise, est désormais de rétablir la sécurité, d'assurer la stabilité, et de se fixer pour objectif de «gagner la guerre économique».

Sofitel-Cambodiana

J.-P. Kaspar
directeur général

La situation est si mauvaise qu'il s'agit plutôt de survie. Les touristes, Japonais et Européens surtout, forment une partie importante de notre clientèle, et là, non seulement la situation est très mauvaise mais je ne vois aucune reprise pour la haute saison qui commence normalement fin novembre. On peut écarter totalement toute embellie. Nous sommes très inquiets.

Le taux d'occupation des chambres, qui était de 25 % en août, n'est actuellement que de 28 %. Notre activité n'est que le quart de ce qu'elle était à la même époque de 1996. Pour les six derniers mois, notre chiffre d'affaires est en retrait de 50 à 75 % sur celui des six premiers mois de 1996.

Pour l'instant, nous ne licencions personne. Le propriétaire singapourien en fait un point d'honneur. Mais depuis deux mois on puise dans les réserves, et cette situation ne peut pas durer toujours.

Il existe une volonté de réagir. Nous essayons de contrecarrer la tendance avec le ministère du Tourisme (une campagne «Cambodge»), et des «package». Mais les problèmes sont hors de notre contrôle. L'incertitude politique, l'attitude du FMI et de la Banque Mondiale, celle de l'ONU, ... il y a une conjonction contre la sérénité.

Quant à la décision d'autoriser l'aéroport de Siem Reap aux vols

internationaux, si elle est prise, son bon entendeur nous échappe ...

A tout cela s'ajoute que de grands hôtels doivent ouvrir prochainement, alors qu'il y a déjà beaucoup trop de chambres. On peut prévoir pour la fin de l'année une sorte de cannibalisme entre les hôtels.

Diethelm Cambodge

J. Guichandut, directeur

Jusqu'en octobre, pratiquement toutes les ventes de voyages à destination du Cambodge, en France, sont annulées. Pour novembre, nous comptons avoir environ 200 clients, s'il n'y a pas de nouveaux troubles, évidemment), alors qu'en novembre 1996 nous en avons eu 1300. Au lieu du net progrès attendu cette année, nous sommes à un peu plus de 15 % de notre activité de l'année dernière.

On attend maintenant janvier 1998. Les agences de voyage comme *Kuoni*, *Nouvelles Frontières*, ... maintiennent leurs départs de principe vers le Cambodge, en groupes («séries»), et font des réservations de places d'avion, de chambres ... mais les clients suivront-ils ?

En plus de la campagne «*Cambodia back to business*» et «*Seing is believing*», nous travaillons sur une formule à prix fixe, un «package» très bon marché, pendant 4 mois, auquel tout le monde participerait : gouvernement, agences de voyage,

hôtels. Mais selon nos prévisions actuelles, 1998 pourrait revenir, pour le tourisme au Cambodge, au niveau de 1994. Envoyer les touristes directement à Siem Reap à partir des pays voisins ? Il est bien difficile de dire si ce serait finalement bon ou mauvais pour le pays. Il y a un risque : que les Thaïlandais vendent la destination Siem Reap/Angkor comme une extension d'une journée, et que les touristes ne passent même pas une nuit à Siem Reap ... Toute l'hôtellerie du Cambodge, pas seulement celle de Phnom Penh, en souffrirait. Tout le bénéfice irait aux Thaïs.

Phnom Penh Real Estate

Chiv Ton, co-manager

Dans l'immobilier, pour les ventes comme pour les locations le niveau des affaires est à peu près 50 % de ce qu'il était avant juillet.

Ventes : en septembre nous n'en avons fait aucune. Des acheteurs de terrain ou de villas viennent voir, mais ils demandent des diminutions de prix trop fortes, par exemple ils voudraient payer 40 ou 50 000 \$ ce qui se vendait 80 000 l'année dernière. Le plus souvent les propriétaires peuvent attendre et refusent. Il peut y avoir des discounts, mais de 20 % maximum, et pas dans le quartier de Boeng Keng Kang qui est très demandé. Ce sont des Chinois qui souhaitent acheter en général. Les autres étrangers, Japonais, Européens, Américains, Australiens ... en général préfèrent louer.

Locations : les très grandes villas qui se construisent appartiennent le plus souvent à des ministres ou à des généraux. Elles étaient à 6000 \$ par mois, elles sont maintenant plutôt à 5000, mais les clients sont rares.

Les étrangers souhaitent le plus souvent louer des villas à 7 ou 800 dollars, les propriétaires en veulent en général 1000. En fait le prix dépend beaucoup de la durée du contrat, et du nombre de mensualités payées d'avance (3 mois, 6 mois, un an ...) parce qu'avec cette somme le propriétaire peut faire un autre business, ou la prêter, et c'est pour lui une sécurité. Il y a beaucoup de villas à louer. D'une façon générale, les prix ont

diminué de 20 % par rapport à avant juillet, mais là aussi, le quartier de Beong Keng Kang est le plus demandé et les prix ne baissent pas.

Il est possible qu'il y ait une reprise en octobre, le nombre des visiteurs augmente.

Nestlé

D. Peterhans, directeur

Ce bureau de représentation de Nestlé Thaïlande à Phnom Penh existe depuis 18 mois. Nous importons et vendons des produits tels que Nescafé, Milo, Maggi, Cerelac, Coffemate, Lactogène, des chocolats, des glaces (par le réseau Caltex). La plupart de ces produits viennent de Thaïlande, mais aussi de Malaisie.

Pour les produits de masse, lait, produits pour les enfants, on peut dire que l'évolution est bonne. Pour les produits plus chers, comme le Nescafé, Milo, ... on ressent les effets des événements de juillet.

Cependant au total, après un mois et demi, les ventes repartent très bien. Nos clients ne sont pas seulement les expatriés mais des Cambodgiens en bonne proportion.

Nous avons deux préoccupations : d'une part, les contrôles aux frontières sont moins stricts, de sorte que les produits qui entrent en contrebande nous font une concurrence anormale. D'accord pour des droits de douane, mais il faut qu'ils soient les mêmes pour tous.

D'autre part, si l'argent devenait plus rare au Cambodge avec la diminution de certaines aides, s'il y avait une baisse du niveau de vie, il est évident que notre activité en souffrirait.

AKZO Nobel CFC

François Lepissier, directeur

Nous faisons depuis 3 ans de l'importation de matériaux de construction, français et européens : peinture en joint venture avec AKZO-Nobel, étanchéité, isolation, matériel électrique, outillage ... Nous avons travaillé pour l'hôpital Calmette, la Conservation d'Angkor, l'hôtel *Sunway* (3000m² d'étanchéité), *Total*, *Shell*, *Maeda*, *Kien Huot*, des entreprises cambodgiennes. ... Nos nouveaux locaux (mai 1997) couvrent 1000m².

Actuellement nous sommes inquiets. Notre activité présente est la poursuite de chantiers en

Conjoncture économique

cours, mais nous n'avons aucune visibilité au-delà de décembre, aucun nouveau contrat pour l'instant. Nous avons embauché du personnel pour faire de la prospection.

Mais les sociétés qui se préparaient à investir, comme AKZO Nobel dans une usine de peinture, ou Legrand dans du matériel électrique, remettent à plus tard, elles attendent la stabilité politique. Il est évident que les dernières nouvelles, venant du FMI, de la Banque Mondiale, de l'ONU, sont mauvaises.

Des Chinois demandent des autorisations, des licences, des permis, c'est vrai, mais eux aussi souvent attendent avant d'investir vraiment.

Khaou Chuly / MKK

Khaou Phallaboth, directeur

Les événements de juillet ont infligé un gros coup de frein à nos chantiers et à nos projets.

L'École Internationale, sur la route de Pochentong, a été ouverte le 8 septembre, mais avec une trentaine d'élèves seulement au lieu de 100 ou 120. Il y a au moins un an de perdu, et les pertes financières en attendant sont très lourdes, c'est dramatique.

L'Hôtel de Siem Reap : tout avait été finalisé et signé avec les partenaires, Tong Yang de Corée et Sungeiway de Malaisie. Nous espérons cependant démarrer avant la fin de l'année, et pouvoir ouvrir début 1999. Nous estimons que les perspectives restent bonnes à moyen terme.

Le terrain de golf de Chruy Changwar : le projet demeure. La société Sungeiway prévoit de construire ensuite sur cet emplacement une ville nouvelle, et en a l'expérience. La question actuellement est l'indemnisation des gens installés à droite de la route A6, plusieurs centaines, qui devront déménager. Certains ont des droits authentiques, d'autres non, il faut prévoir environ une année de discussions.

Pour la cimenterie de Kampot, du Coréen Tong Yang, ce très gros projet est retardé. On se donne deux mois de réflexion. L'ambiance est mauvaise. Le montage financier dans les circonstances actuelles est compromis : comment emprunter 100 millions de dollars ? Comment assurer la sécurité personnelle des investisseurs contre le kidnapping ?

FINANCES PUBLIQUES : cote d'alerte !

Ce ne sont pas 6 % qui manqueront cette année aux recettes de l'Etat mais environ 20 %. Il faut maintenant choisir entre les bons remèdes et les mauvais.

Les finances publiques doivent affronter deux problèmes de recettes :

- indépendamment des événements de juillet, le Cambodge connaît un **problème interne de collection des ressources**, surtout depuis 1996-97 : l'Etat ne perçoit pas normalement les ressources qui doivent lui revenir, notamment à cause des exonérations accordées à des sociétés en échange de soutiens politiques et financiers.

C'est un comportement très dangereux, parce qu'il a des répercussions graves : faute de recettes, l'Etat n'a plus de quoi payer l'Education nationale, la Santé, la Culture. C'était déjà préoccupant avant les événements de juillet. Les conséquences sont encore plus graves aujourd'hui.

- les financements extérieurs s'arrêtent ou ralentissent. Du côté de la Banque Mondiale, il y avait un reliquat de « programme de support budgétaire » restant à verser, de 7 milliards de riels, soit environ 2,5 millions de dollars. Il a été versé au cours du premier semestre.

D'autre part avait été prévu, négocié, mais non encore signé, un « crédit d'ajustement structurel » de 40 millions de dollars, dont 20 millions pour 97, qui ne sera pas versé. Cette somme importante devait venir soulager

le budget. Dans le budget «réajusté», on essaie d'épargner les salaires de la fonction publique. Mais si les fonctionnaires n'étaient plus payés, ce serait l'effondrement de l'Etat en quelques mois ...

Pour les aides bilatérales, les Japonais continuent, les Français continuent, mais les Allemands, les Australiens, les Américains arrêtent, de sorte que les investissements publics réalisés par l'Etat, sur financement des instances internationales, sont menacés. Et même pour les programmes qui continuent, il y a fort à craindre un ralentissement de l'exécution de ces investissements

ordonnance en deux points

Si le gouvernement fait preuve de volonté politique, il lui reste deux possibilités :

- **cesser de dévier les recettes destinées aux caisses de l'Etat, notamment mettre fin aux exonérations indues ;**
- **mettre fin aux dépenses exagérées de l'armée, qui se taille la part du lion, de sorte qu'il ne reste rien pour l'Education, la Santé, la Culture.**

Il faut souligner que si les deux conditions ci-dessus étaient remplies, les finances publiques ne connaîtraient pas de difficultés.

On comprend l'exaspération du FMI : pourquoi aider des gens qui ne s'aident pas eux-mêmes ? Qui n'attachent aucune importance aux avertissements qu'on leur donne ? « On a l'impression, nous dit un observateur, que si le ministre des Finances est pleinement

conscient de la situation, au contraire dans l'entourage des Premiers ministres on attache peu d'importance à la question. On imagine que les gens des finances noircissent le tableau ».

les mauvais remèdes

Si aucun changement de comportement n'intervenait, il y aurait quelques alternatives, toutes mauvaises :

- le recours à des prêts privés, non soumis aux mêmes conditionnalités que ceux de la BAD et des autres bailleurs de fonds. Mais ces prêts privés ne sont consentis que pour 4 à 5 ans, avec des taux d'intérêt qui dépassent 10 %, de sorte que de tels emprunts aboutiraient à endetter le Cambodge dans des proportions astronomiques, et rejetterait les problèmes d'aujourd'hui sur les générations suivantes : un comportement irresponsable ;

- il y aura aussi la tentation de retourner aux solutions de facilité des années 91, 92, 93, lorsque s'est interrompue l'aide soviétique : *imprimer des billets*. On a connu alors une inflation à 3 chiffres. Le riel perdrait sa valeur, les prix monteraient, le pouvoir d'achat diminuerait, il y aurait davantage de vols, d'agressions, et la conséquence pourrait être une crise politique très grave.

- *aller demander de l'aide à la Chine*. Peu de chances qu'elle entre dans ce jeu. Mais elle en profiterait pour étendre son influence politique, et ferait payer son aide en produits cambodgiens, bois, caoutchouc, exploitant le Cambodge à son profit ...

Autant d'éventualités désastreuses.

recettes douanières : moins 25 %

Le niveau des recettes douanières reste très en-deçà de ce qu'il était avant les événements de juillet :

juin	41 milliards de riels
juillet	30,7
août	33,8

septembre : on attend une nouvelle augmentation. Mais comme il s'agit de riels «courants», dont la valeur a glissé par rapport au dollar, «il est possible qu'on reste au même niveau», nous dit le Directeur des Douanes M. Sar Ho. «Actuellement beaucoup d'importateurs attendent de voir comment va évoluer la monnaie par rapport au baht, au dollar, ... »

«Au total, dit M. Sar Ho, les recettes douanières de 1997 devraient être assez proches du niveau atteint en 1996»

«Concernant les exportations de bois, elles sont interdites selon la loi depuis le 29 avril 1997, sauf pour les compagnies officiellement agréées. Elles ont des exonérations de droits accordées par le CDC en fonction de la loi sur les investissements. Pour la Douane, elle applique la loi. Depuis cette date, la contrebande diminue», estime M. Sar Ho.

«Pour lutter plus efficacement contre la contrebande, il nous faudrait plus de moyens, nous l'avons dit au FMI, à la Banque Mondiale, à l'UNDP, ... mais pas de réponse».

Ok Serei Sopheak

(suite de la page 2)

travailler dans ce sens. Les autres partis pourraient être jaloux de ce crédit, vu les bêtises qu'ils ont faites !

le Funcinpec

conservé un énorme crédit

Les Funcinpec de l'intérieur et ceux de l'extérieur sont-ils réconciliables ? On est encore dans «l'après-juillet», il faut leur accorder du temps. Tant que les choses ne sont pas éclaircies avec le Prince Ranariddh, il est très difficile pour les dirigeants actuels de prendre des décisions. La balle n'est pas vraiment dans leur camp : est-elle dans la main du Roi ? Dans celle du second Premier ministre ? Dans celles de l'ASEAN ? Des Etats-Unis ? De la communauté internationale ? Beaucoup de choses échappent aux dirigeants du Funcinpec. Mais ce serait déjà un bon départ si ces dirigeants acceptaient de s'asseoir et de parler.

Le Funcinpec a encore une place énorme dans le cœur et dans les têtes des électeurs. Et le pays en profite. Il faut profiter de ce crédit énorme que le Roi représente dans le cœur des Cambodgiens. C'est comme un énorme capital qu'ils ne sauraient pas faire fructifier. Un capital qui ne restera pas toujours là ...

pourquoi si sourds au FMI ?

Comment les dirigeants cambodgiens sont-ils aussi sourds aux mises en garde des organismes internationaux comme le FMI ? C'est qu'ils sont dans un engrenage, ils suivent leur logique. Certains d'entre eux sont sincèrement désolés de ce qui se passe. Mais il existe une «logique négative». Parfois, on est dans des logiques tellement contradictoires qu'on ne peut faire aucun choix.

C'est le cas pour un individu qui

doit penser à sa famille, à son statut social, qui ne peut pas attaquer, s'opposer, sans risquer de tout perdre. Quand on a des moyens et la sécurité personnelle assurés, ce n'est pas difficile de cracher sur les dirigeants ! Mais les autres doivent penser à leur survie. Ils voient bien que l'on s'enfoncé, mais ils ne voient pas d'autre issue.

Il faut voir que le système a été fait pour que les gens ne parlent pas, pour qu'ils aient peur de parler. Pour préserver les acquis, les gens doivent tenir un certain discours qui plait. C'est ça le système. Une fois qu'on est dedans, on ne le quitte plus.

un autre choix politique ?

Le pourquoi des choses peut être compliqué, il peut aussi être très simple.

Il faut aux dirigeants une culture de base : voir d'avance les conséquences des décisions. Le FMI, la Banque Mondiale, savent très bien de leur côté, par expérience, les conséquences de leurs décisions, sur les petites gens notamment. Face à notre logique, à notre responsabilité, le FMI a sa logique et sa responsabilité propres. S'il y a incompatibilité, ils quittent, c'est normal.

Nos dirigeants voient bien que cet argent-là constitue, à travers des accords dûment signés, une garantie de croissance économique. Qu'il rejaillit sur l'ensemble de l'activité économique du pays, qu'il attire les investisseurs, les touristes; si le riel a pu être stabilisé, c'est à cause de cette garantie. Dès qu'elle n'existe plus le riel plonge. Et ce n'est que le début d'une histoire malheureuse, il y en aura d'autres ...

Les dirigeants à mon avis ont pris la décision d'ignorer les messages répétitifs du FMI parce qu'ils avaient fait un choix politique. Il faut respecter ce choix, parce que ce sont ceux des dirigeants

du pays. Peut-être ce choix ne peut pas être expliqué publiquement ? Ce qui m'étonne, c'est qu'ils ne comprennent pas pourquoi on ne comprend pas. Les gens souffrent énormément de ces options-là. Et pourquoi, après avoir pris ces décisions, trouvent-ils difficile d'en prendre

la responsabilité ? Là ça devient pas très normal.

Comme eux, le FMI, la Banque mondiale ont la possibilité de faire un choix. Le devoir des dirigeants est de faire en sorte que ces deux choix s'accordent, cohabitent. Echouer à ça, c'est un problème.

MEDIAS

Encore peu connu, le trimestriel **Mutations Asiatiques**, réalisé à Paris, en est pourtant à son numéro 9. Couverture en quadrichromie, maquette aérée, belle typographie, photos, ... et des articles intéressants. Rares sont les bonnes publications en français sur l'Asie.

Ce numéro 9 est un «**spécial Hong Kong**» : 13 articles, et une abondante chronique bibliographique.

Relevons des textes de Martin Lee, le leader du parti démocratique; de Thierry Sanjuan, maître de conférences à Paris 1 (clair exposé de la période de transition; relations triangulaires Chris Patten - Pékin - Londres; implantation de la Chine à Hong Kong, et réciproquement; interrogations sur l'avenir : «banalisation» de l'île, concurrence de nouveaux pôles économiques et financiers comme Shanghai, ...); du conseiller commercial de France Philippe Favre, optimiste, qui fait observer que la présence étrangère (américaine, japonaise et européenne) a doublé depuis 1991; de Philippe Zawieja sur le secteur bancaire («à ce jour la plupart des banques occidentales considèrent avec sérénité et confiance la transition qui vient de s'ouvrir»); ...

Des articles sur des questions intérieures sensibles : de Philippe Le Corre sur la presse (pessimiste), de James McGregor, conseiller de Chris Patten, sur l'avenir des libertés (pessimiste) et sur celui du business (optimiste), avec un portrait du nouveau chef de l'exécutif Tung Chee-hwa; des articles sur le logement, le droit des affaires, la protection des investissements français, sur les flux migratoires, ...

Un article sur le village tout récemment disparu de Diaojingling, qu'avaient construit en planches et en tôles, sur le site ingrat dit *Rennie's Mill*, des officiers du Kuo Min Tang

qui n'avaient pas voulu gagner Taïwan avec les autres, lors de la victoire communiste de 1949. Et encore, des articles sur les relations entre Hong Kong et ses concurrents à venir : un texte plaisant de Pierre Gentelle, géographe, sur les ports de la côte chinoise («des dizaines de petits et de grands ports vont grandir en montrant leurs dents»); un article de Stéphane Corcuff sur la concurrence Hong Kong - Taïwan ...

La rétrocession de Hong Kong à la Chine n'a pas seulement suscité des milliers d'articles dans les journaux du monde entier, mais une surabondante production de livres. Une bonne vingtaine sont commentés dans ce numéro de **Mutations Asiatiques**.


Signalons-en donc un vingt-et-unième, «*Les Derniers Jours de Hong Kong*», roman tout à fait affligeant et désopilant qui vient de paraître (trad. D. Depland, Grasset, 1997), bien dans la manière de son auteur américain Paul Thérout («*La Chine à petite vapeur*», «*Railway Bazaar*», «*En descendant le Yangtsé*», etc ...).

Et à part Hong Kong ? Bernard Hamel, rédacteur-en-chef de «*Reflets d'Asie*», signe un article sur le Cambodge après les événements de juillet, consultant aux étrangers «une expectative prudente».

Mutations Asiatiques, trimestriel, 64 pages, 24 bis rue Tournefort, 75005 Paris.

Le projet de mensuel **Asie** n'est pas abandonné, selon la rumeur. Réalisé à Paris, il paraîtrait prochainement, avec la participation des éditions *L'Harmattan*. Alors que **Mutations Asiatiques** est à but non lucratif et plutôt universitaire, **Asie** serait plutôt journalistique.

La télévision par câble a fait des progrès rapides au Cambodge depuis ses débuts en décembre 1996. Elle permet de recevoir maintenant 47 chaînes. Il y aurait plus de 3000 abonnés.

<p>CAMBODGE NOUVEAU</p> <p>le journal des décideurs</p> <p>voire meilleur investissement</p>	 <p>Directeur de la publication Chea Savuth Rédacteur-en-chef Alain Gascuel Enquêtes Suy Sothea Mise en pages Pen Mary Impression CIC Centre Informatique du Cambodge</p> <p>58 rue 302 BP 836 Phnom Penh</p> <p>CAMBODGE NOUVEAU</p> <p>tel 012 803 410</p> <p>est vendu sur abonnements seulement exemplaire gratuit sur demande</p>
--	--